

AVIS DE REUNION

Les actionnaires de Unimer, société anonyme au capital de 114.138.800 Dh, sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire au siège de la société UNIMER SA, au 15, Rue Jbel Saghro, Quartier CIL- Casablanca le : **Judi 24 Juin 2021 à 15 heures**

En vue de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport Annuel du Conseil d'administration au 31/12/2020 ;
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2020 ;
- Examen et approbation des comptes ;
- Quitus aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende ;
- Nomination d'un nouvel Administrateur ;
- Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la Loi n°17/95 du 30 Août 1996 relative aux sociétés anonymes ;
- Pouvoirs à conférer ;
- Questions diverses.

Les détenteurs d'actions « au porteur » doivent, pour assister à cette assemblée, fournir au siège de la société ou par fax au 05 22 36 86 14, une attestation émanant d'un organisme bancaire ou d'une société de bourse agréée, justifiant de la qualité d'actionnaire et du nombre de titres détenus par lui et ce, au plus tard cinq jours avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Conformément à l'article 121 de la loi 17/95 relative aux sociétés anonymes, les actionnaires détenteurs du pourcentage d'actions prévus par l'article 117, disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PROJET DE RESOLUTIONS

1^{ère} Résolution : Approbation des Comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 approuve purement et simplement, les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un bénéfice net de 23.996.038,33 Dirhams.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes, quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

2^{ème} Résolution : Affectation des Résultats

L'Assemblée Générale approuvant la proposition faite par le Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2020 de la façon suivante :

Libellé	Montant (DH)
Résultat de l'exercice	23 996 038,33
Réserve Légale (max. atteint)	Néant
Report Antérieur	429 677 724,19
Bénéfice distribuable	453 673 762,52
Dividendes (3 Dh/action)	17 120 820,00
Solde à reporter à nouveau	436 552 942,52

Elle décide en conséquence de distribuer au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020, un dividende total de 17 120 820,00 Dirhams, soit 1,5 Dirhams par action.

Ce dividende sera mis en paiement conformément à la réglementation régissant les sociétés faisant appel public à l'épargne, courant le mois de septembre 2021.

Après affectation des résultats, le compte report à nouveau présentera donc un solde créditeur de 436 552 942,52 Dirhams.

3^{ème} Résolution : Approbation des Conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées

par l'article 56 de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée par la loi n°20-05, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve individuellement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

4^{ème} Résolution : Nomination d'un nouvel Administrateur

L'Assemblée Générale approuvant la proposition faite par le Conseil d'Administration, décide la nomination de Monsieur Mehdi Alj en qualité d'administrateur pour une durée de deux (2) années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31/12/2022.

5^{ème} Résolution : Fixation du montant des jetons de présence

L'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration du 24 mars 2021, décide d'attribuer au conseil d'administration une somme globale et forfaitaire de 660 000 Dirhams, au titre de jetons pour l'exercice clos au 31/12/2020.

Cette somme sera répartie entre les Administrateurs en fonction de leur statut, dirigeant ou non-dirigeant et la fréquence de leur présence. Cette décision s'applique pour l'exercice en cours et pour les exercices ultérieurs jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée.

6^{ème} Résolution : Renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes

Le Conseil d'Administration propose le renouvellement du mandat du Commissaire aux Comptes : « Cabinet HORWATH MAROC AUDIT - 90 Avenue Mehdi Ben Barka, Rabat » pour une période de 3 ans, correspondant aux exercices 2021, 2022 et 2023 et décide que sa rémunération sera sur la base du barème applicable lors de la facturation des honoraires.

7^{ème} Résolution : Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, pour effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités où besoin sera.

COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2020

BILAN ACTIF (Modèle normal)

Exercice clos le 31/12/2020

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE Précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)	6 292 318,51	4 368 116,27	1 924 202,24	2 118 311,54
• Frais préliminaires	0,00	0,00	0,00	0,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	6 292 318,51	4 368 116,27	1 924 202,24	2 118 311,54
• Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORABLES (B)	253 866 707,24	3 805 383,18	250 061 324,08	250 708 919,03
• Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
• Brevets, marques, droits, et valeurs similaires	64 349 991,64	3 805 383,18	60 544 608,46	61 192 203,61
• Fonds commercial	189 516 715,62	0,00	189 516 715,62	189 516 715,62
• Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	518 549 344,09	292 328 107,78	226 221 236,31	233 268 183,96
• Terrains	52 590 144,70	0,00	52 590 144,70	52 590 144,70
• Constructions	158 387 413,75	84 314 551,47	74 072 862,28	81 676 324,22
• Installations techniques, matériel et outillage	269 548 157,04	187 930 395,50	81 617 761,54	91 148 596,85
• Matériel transport	10 553 107,15	10 326 900,20	226 206,95	313 020,54
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	13 032 074,33	9 756 210,61	3 275 815,72	4 057 215,67
• Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
• Immobilisations corporelles en cours	14 438 445,12	0,00	14 438 445,12	3 487 481,78
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	736 611 608,75	26 619 500,00	709 992 108,75	710 308 446,73
• Prêts immobilisés	18 979 15	0,00	18 979 15	327 317,13
• Autres créances financières	1 233 680,80	0,00	1 233 680,80	1 233 680,80
• Titres de participation	735 332 948,80	26 619 500,00	708 713 448,80	708 713 448,80
• Autres titres immobilisés	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	0,00	0,00	0,00	0,00
• Diminution des créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00
• Augmentation des dettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 515 319 978,61	327 121 107,23	1 188 198 871,38	1 196 395 861,26
STOCKS (F)	188 706 824,76	2 003 027,14	186 703 797,62	229 923 667,00
• Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
• Matières et fournitures consommables	102 679 110,68	2 003 027,14	100 676 083,54	74 011 153,14
• Produits en cours	42 631 175,56	0,00	42 631 175,56	58 521 473,20
• Produits intermédiaires et produits résiduels	30 885 213,29	0,00	30 885 213,29	83 950 313,00
• Produits finis	12 511 325,23	0,00	12 511 325,23	13 440 727,66
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 059 416 905,41	31 752 213,61	1 027 664 691,80	978 335 255,08
• Fournis, débiteurs, avances et acomptes	13 293 636,07	0,00	13 293 636,07	12 551 715,63
• Clients et comptes rattachés	264 435 451,72	0,00	264 435 451,72	297 462 216,14
• Personnel	3 627 687,69	0,00	3 627 687,69	3 323 465,25
• Etat	88 808 757,84	0,00	88 808 757,84	76 467 209,42
• Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
• Autres débiteurs	683 122 753,45	31 752 213,61	651 370 539,84	579 305 942,64
• Comptes de régularisation - Actif	6 128 618,64	0,00	6 128 618,64	9 224 706,00
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENTS (H)	57 532,38	0,00	57 532,38	57 532,38
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	667 438,59	0,00	667 438,59	428 882,23
(Éléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	1 248 848 701,14	33 755 240,75	1 215 093 460,39	1 208 745 336,69
TRESORERIE - ACTIF	110 178 956,58	0,00	110 178 956,58	125 670 805,22
• Chèques et valeurs... encaisser	2 086 518,14	0,00	2 086 518,14	2 127 090,14
• Banque, T.G. et C.C.P.	107 871 816,43	0,00	107 871 816,43	123 410 944,68
• Caisse, Régies d'avances et crédits	220 622,01	0,00	220 622,01	132 770,40
TOTAL III	110 178 956,58	0,00	110 178 956,58	125 670 805,22
TOTAL GENERAL I + II + III	2 874 347 636,33	360 876 347,98	2 513 471 288,35	2 530 812 003,17

BILAN PASSIF (Modèle normal)

Exercice clos le 31/12/2020

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE Précédent
CAPITAUX PROPRES		
• Capital social ou personnel (1)	114 138 800,00	114 138 800,00
• moins : actionnaires, capital souscrit non appelé, Capital appelé, dont versé		
• Prime d'émission, de fusion, d'apport	955 539 200,00	955 539 200,00
• Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
• Réserve légale	11 413 880,00	11 413 880,00
• Autres réserves	1 800 000,00	1 800 000,00
• Rapport à nouveau (2)	429 677 724,19	402 045 812,75
• Résultats nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00
• Résultat net de l'exercice (2)	23 996 038,33	61 873 551,44
Total des capitaux propres (A)	1 536 565 642,52	1 566 811 244,19
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0,00	0,00
• Subventions d'investissement	0,00	0,00
• Provisions réglementées	0,00	0,00
DETTES DE FINANCEMENT (C)	310 356 172,99	266 387 254,71
• Emprunts obligataires	0,00	0,00
• Autres dettes de financement	310 356 172,99	266 387 254,71
• Crédit Matériel de Conditionnement		
• Crédit construction de Magasin		
• Crédit Moyen Long Terme		
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	1 841 389,29	1 141 389,29
• Provisions pour risques	1 841 389,29	1 141 389,29
• Provision pour charges	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00	0,00
• Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
• Diminution des dettes de financement	0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 848 763 204,80	1 814 339 888,19
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	230 552 200,42	218 573 866,00
• Fournisseurs et comptes rattachés	125 829 134,73	108 187 701,72
• Clients créanciers, avances et acomptes	6 030 537,30	6 030 537,30
• Personnel	7 896 490,80	9 883 594,26
• Organismes sociaux	5 049 235,49	5 345 072,25
• Etat	11 782 362,58	15 743 322,90
• Comptes d'associés	2 152 882,97	2 110 332,97
• Autres créanciers	65 711 951,59	67 061 367,86
• Comptes de régularisation - passif	6 099 404,76	4 211 931,74
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	398 689,07	330 493,68
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)	1 552 357,03	1 670 544,45
TOTAL II (F+G+H)	232 503 246,52	220 574 906,13
TRESORERIE - PASSIF		
• Crédits d'escompte	0,00	0,00
• Crédits de trésorerie	50 000 000,00	150 000 000,00
• Banques de régularisation	382 204 837,03	345 897 208,85
TOTAL III	432 204 837,03	495 897 208,85
TOTAL GENERAL I + II + III	2 513 471 288,35	2 530 812 003,17

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

(Hors taxes modèle normal)

Exercice clos le 31/12/2020

NATURE	OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
I. PRODUITS D'EXPLOITATION				0,00
• Ventes de marchandises (en l'état)	0,00	0,00	0,00	0,00
• Ventes de biens et services produits	737 031 942,26	0,00	737 031 942,26	951 155 438,13
• Chiffres d'affaires	737 031 942,26	0,00	737 031 942,26	951 155 438,13
• Variation de stocks de produits (+ -) 1)	-70 583 832,36	0,00	-70 583 832,36	-51 943 334,82
• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
• Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
• Autres produits d'exploitation	6 283 304,67	0,00	6 283 304,67	11 903 205,35
• Reprises d'exploitations ; transferts de charges	37 543 212,98	0,00	37 543 212,98	7 415 772,17
TOTAL I	710 274 627,55	0,00	710 274 627,55	918 531 080,83
II. CHARGES D'EXPLOITATION				0,00
• Achats revendus (2) de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
• Achats consommés (2) de matières et fournitures	438 130 065,92	85 108,74	438 215 174,66	593 987 848,31
• Autres charges externes	58 934 120,34	258 665,08	59 192 785,42	66 202 306,03
• Impôts et taxes	2 461 322,42	21 997,00	2 483 319,42	3 000 646,39
• Charges de personnel	142 256 793,65	396 488,00	142 653 281,65	166 445 922,76
• Autres charges d'exploitation	660 000,00	0,00	660 000,00	660 000,00
• Dotations d'exploitation	29 356 248,34	0,00	29 356 248,34	38 379 233,44
TOTAL II	671 798 550,87	762 258,82	672 560 809,69	868 695 956,93
III. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)				498 831 123,90

■ ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R.)

		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	Ventes de marchandises (en l'état)	0,00	0,00
	Achats revendus de marchandises	0,00	0,00
	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	0,00	0,00
	PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	664 448 109,90	899 212 103,31
	- Ventes de biens et services produits	737 031 942,26	951 155 438,13
	- Variation stocks de produits	-70 583 832,36	-51 943 334,82
	- Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00
	CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6+7)	497 407 960,28	660 190 154,34
	- Achats consommés de matières et fournitures	438 215 174,66	593 987 848,31
	- Autres charges externes	59 192 785,62	66 202 306,03
	VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	169 040 149,62	239 021 948,97
	- Subventions d'exploitation	0,00	0,00
	- Impôts et taxes	2 483 319,42	3 000 646,39
	- Charges de personnel	162 453 281,65	166 445 922,76
	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	23 903 548,55	69 555 379,82
	OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)		
	- Autres produits d'exploitation	6 283 304,67	11 903 205,35
	- Autres charges d'exploitation	660 000,00	660 000,00
	- Reprises d'exploitation : transferts de charges	37 543 212,98	7 415 772,17
	- Dotations d'exploitation	29 356 248,34	38 379 233,44
	RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	37 713 817,86	49 835 123,90
	RESULTAT FINANCIER	-3 888 392,23	22 524 151,60
	RESULTAT COURANT (+ ou -)	33 825 425,63	72 359 275,50
	RESULTAT NON COURANT	2 526 511,94	-197 551,05
	- Impôts sur les résultats	12 353 899,24	10 288 173,01
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	23 996 038,33	61 873 551,44

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT

		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	Résultat net de l'exercice	23 996 038,33	61 873 551,44
	- Bénéfice	23 996 038,33	61 873 551,44
	- Perte	0,00	0,00
	- Dotations d'exploitation (1)	28 353 248,34	26 879 173,99
	- Dotations financières (1)	21 342 000,00	0,00
	- Dotations non courantes (1)	700 000,00	500 000,00
	- Reprises d'exploitation (2)	0,00	0,00
	- Reprises financières (2)	21 342 000,00	0,00
	- Reprises non courantes (2) (3)	0,00	0,00
	- Produits des cessions d'immobilisations	0,00	166 666,67
	- Valeurs nettes d'amort. des imm. cédées	0,00	0,00
	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	53 049 318,98	89 086 058,76
	- Distributions de bénéfices	34 241 640,00	34 241 640,00
	AUTOFINANCEMENT	18 807 678,98	54 844 418,76

- (1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
 (2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants et à la trésorerie
 (3) Y compris reprises sur subventions d'investissement.

■ TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I- SYNTHESSES DES MASSES DU BILAN

EXERCICE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

MASSES	Exercice a	Exercice préc. b	Variation a - b	
			Emplois c	Ressources d
1. Financement Permanent	1 848 763 204,80	1 814 339 888,19	0,00	34 423 316,61
2. Moins actif immobilisé	1 188 198 871,38	1 196 395 861,26	0,00	8 196 989,88
3. = FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1 - 2) (A)	660 564 333,42	617 944 026,93	0,00	42 620 306,49
4. Actif circulant	1 215 093 460,39	1 208 745 336,69	6 348 123,70	0,00
5. Moins passif circulant	232 464 786,52	220 574 906,13	0,00	11 889 880,39
6. = BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4 - 5) (B)	982 628 673,87	988 170 430,56	0,00	5 541 756,69
7. TRESORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) = A - B	-322 064 340,45	-370 226 403,63	48 162 063,18	0,00

II- EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I- RESOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
AUTOFINANCEMENT (A)		18 107 678,98		54 844 418,76
- Capacité d'autofinancement		52 349 318,98		89 086 058,76
- Distributions de bénéfices	34 241 640,00		34 241 640,00	
CESSION ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		308 337,98		221 212,10
- Cession d'immobilisations incorporelles		0,00		166 666,67
- Cession d'immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	54 545,43
- Récupération sur créances immobilisées		308 337,98		
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES (C)	0,00	0,00		0,00
ET ASSIMILES				
- Augmentations de capital, apports				0,00
- Subventions d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		43 968 918,28		
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL (I) - RESOURCES STABLES (A+B+C+D)		62 384 935,24		55 065 630,86
II, EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
- ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (E)	19 168 560,66	0,00	23 643 276,31	
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	0,00	0,00	154 372,09	
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	19 168 560,66		23 488 904,22	
- Acquisitions d'immobilisations financières	0,00		0,00	
- Augmentations des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
- REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)			40 569 623,53	
- EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)	596 068,09		1 891 517,89	
TOTAL (II) - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	19 764 628,75	0,00	66 104 417,73	
III, VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	0,00	5 541 756,69		43 459 946,49
IV, VARIATION DE LA TRESORERIE	48 162 063,18	0,00	32 421 159,62	43 459 946,49
TOTAL GENERAL	67 926 691,93	67 926 691,93	98 525 577,35	98 525 577,35

■ ETAT DE DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		Néant
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		Néant
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		Néant

■ ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		Néant
II. Changements affectant les règles de présentation		Néant

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

EXERCICE CLOS 31/12/2020

NATURE	MONTANT		AUGMENTATION		DIMINUTION		MONTANT
	BRUT	Acquisition	Prod par l'entreprise	Virement	Cession	Retrait	
	Debut EX		Pour elle-même				FIN EXERCICE
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	5 696 250,42	596 068,09	-	-	-	-	6 292 318,51
* Frais préliminaires							
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	5 696 250,42	596 068,09					6 292 318,51
* Primes de remboursement obligations	-	-					-
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS (Ajout)							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	253 866 707,26	-	-	-	-	-	253 866 707,26
* Immobilisation en recherche et développement	-						-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	64 349 991,64	0,00					64 349 991,64
* Fonds commercial	189 516 715,62						189 516 715,62
* Autres immobilisations incorporelles	-						-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	499 380 783,43	19 168 560,66	-	-	-	-	518 549 344,09
* Terrains	52 590 144,70						52 590 144,70
* Constructions	155 543 086,00	2 824 327,75					158 367 413,75
* Installations techniques, matériel et outillage	244 295 637,08	5 252 519,96					249 548 157,04
* Matériel de transport	10 551 203,04	1 904,11					10 553 107,15
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	12 898 030,83	134 045,50					13 032 076,33
* Autres immobilisations corporelles	-						-
* Immobilisations corporelles en cours	3 482 681,78	10 955 763,34					14 438 445,12
TOTAL GENERAL	758 943 741,11	19 764 628,75	-	-	-	-	778 708 369,86

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

EXERCICE CLOS 31/12/2020

Raison sociale de la société émettrice	SECTEUR D'ACTIVITE 1	CAPITAL SOCIAL 2	PARTICIPATION AU CAPITAL EN % 3	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL 4	VALEUR COMPTABLE NETTE 5	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE			PRODUITS INSCRITS AU C.P.C DE L'EXERCICE 9
						DATE DE CLOTURE 6	EMETTRICE SITUATION NETTE 7	RESULTAT NET 8	
S. P. P. M.	S/P POISSON	2 002 400,00	0,03	56 250,00	56 250,00				
MINOTERIE SAFI	AGRO ALIMENTAIRE	100 000,00	0,04	3 750,00	3 750,00				
UNIMARPOL	AGRO ALIMENTAIRE	1 000 000,00		25,00	25,00				
TOP FOOD	AGRO ALIMENTAIRE	20 000 000,00	0,99	19 898 000,00	8 556 000,00				
TOP FOOD	AGRO ALIMENTAIRE			10 000 000,00					
INVESTIPAR	H,PARTICIPATION	100 000,00	1,00	5 618 945,00	5 618 945,00				
VCR LOGISTICS	TRANSPORTEUR	100 000,00	0,74	74 200,00	74 200,00				
INTERMAGHREBINE	INVESTISSEMENTS			50 000,00	50 000,00				
UNIMER DAKHLA SARL	PECHE	100 000,00	1,00	10 000 000,00	10 000 000,00				
BP				191 303,00	191 303,00				
BMCE				32 952,00	32 952,00				
SOCIETE AL FALLAH				495 000,00					
CRESKA - MAROC		3 000 000,00		360 000,00					
IPROMER				4 400 000,00					
ORGAMINER		571 000,00		5 289 450,00	5 289 450,00				
COMEDIT				22 500,00					
MADINA 1996		11 000 000,00		1 000,00	1 000,00				
MADINA 1997		11 000 000,00		1,00					
CRESKA - MAROC 1997		3 000 000,00		1,00					
CRESKA - MAROC 1997				1,00					
CRESKA - MAROC 1997				1,00					
CRESKA - MAROC 1997				1,00					
BELDIVA		11 381 700,00		16 000 009,60	16 000 009,60				
ALMAR		6 615 000,00	100,00	445 608 766,30	445 608 766,30				
UNIMER PROTEINS			100,00	10 600 000,00					
ALMEVE SA			100,00	400 000,00					
Conserveries Provençales			55,00	17 621 303,49					
UNIMER Africa		1 000 000,00	99,96	999 600,00					
LMVF				182 519 256,42					
Delimar		2 322 000,00		5 000 000,00					
TOTAL				735 242 315,81	481 582 650,90	0,00	0,00		

TABLEAU DES PROVISIONS

EXERCICE CLOS 31/12/2020

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	29 26 619 500,00	0,00	21 342 000,00	0,00	0,00	21 342 000,00	0,00	26 619 500,00
2. Provisions réglementées	135	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3. Provisions durables pour risques et charges	15 1 141 389,29	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 841 389,29
Sous total A	27 760 889,29	700 000,00	21 342 000,00	0,00				

BILAN CONSOLIDÉ

(EXPRIMÉ EN MILLIERS DE DIRHAMS MAROCAINS)

ACTIF	Notes	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Actif immobilisé			
Immobilisation en non-valeur	1.3.a & 4.1.a	30 074	36 321
Ecart d'acquisition	1.2.c.1 & 4.1.b	274 157	303 298
Immobilisations incorporelles	1.3.b & 4.1.a	217 813	218 919
Immobilisations corporelles	1.3.c & 4.1.d	472 903	495 128
Titre mis en équivalence		518 797	421 019
Immobilisations financières	1.3.d & 4.1.c	11 856	11 035
Impôts différés actifs	1.2.c.4	2 428	5 810
		1 528 029	1 491 530
Actif circulant			
Stocks et en-cours	1.3.e & 4.2.a	283 638	349 472
Créances clients	1.3.f	254 024	349 980
Autres créances d'exploitation	1.3.f & 4.2.b	418 866	351 381
Titres et valeurs de placement	1.3.g	18 877	139
		975 403	1 050 972
Trésorerie – actif		196 270	206 684
Total		2 699 702	2 749 186

PASSIF	Notes	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Capital		114 139	114 139
Primes d'émission, de fusion, d'apport		955 539	955 539
Réserves consolidées		426 837	289 701
Ecart de conversion	(1 808)	(4 546)	(4 546)
Résultat consolidé	(49 540)	60 255	60 255
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		1 445 167	1 415 088
Dont : Capitaux propres part du groupe	4.3.a	1 234 566	1 212 771
Intérêts minoritaires	4.3.b	210 602	202 317
Dettes de financement	4.4	426 786	393 310
Provisions pour risques et charges	4.5	2 562	1 849
Impôts différés passifs	1.2.c.4	2 801	2 915
		431 802	398 074
Passif circulant			
Fournisseurs et comptes rattachés	1.3.f	185 643	197 702
Autres dettes d'exploitation	1.3.f & 4.6	174 879	193 228
		360 522	390 930
Trésorerie – passif		461 863	545 094
Total		2 699 702	2 749 186

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ

(EXPRIMÉ EN MILLIERS DE DIRHAMS MAROCAINS)

	Notes	2020	2019
Produits d'exploitation		1 000 898	1 329 855
Chiffre d'affaires	4.7	1 052 749	1 355 689
Variation de stocks de produits	(73 158)	(41 763)	(41 763)
Autres produits d'exploitation		21 307	15 929
Charges d'exploitation		(974 444)	(1 236 907)
Achats et autres charges externes	4.8	(671 397)	(892 207)
Impôts et taxes		(7 167)	(9 153)
Charges de personnel		(226 078)	(254 624)
Autres charges d'exploitation		(1 195)	(1 015)
Dotations d'exploitation		(68 807)	(79 908)
Résultat d'exploitation		26 252	92 948
Charges financières nettes		(39 443)	(37 911)
Résultat courant des entreprises intégrées		(13 191)	55 037
Résultat non courant	4.10	5 949	(1 364)
Résultat avant impôt		(7 242)	53 673
Impôt sur le résultat	4.11	(23 199)	(19 451)
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition		(30 441)	34 222
DEA des écarts d'acquisition	4.1.b	(29 139)	(29 139)
Quote part des mises en équivalence		10 040	55 172
Résultat net de l'ensemble consolidé		(49 541)	60 255
Résultat net part du Groupe		(76 551)	24 491
Intérêts minoritaires dans le résultat		27 010	35 764

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ

(EXPRIMÉ EN MILLIERS DE DIRHAMS MAROCAINS)

	Notes	2020	2019
Vente de marchandises en l'état	4.7	73 364	308 409
- Achat revendu de marchandises		(18 524)	(46 088)
= marge brute sur vente en l'état		54 841	262 321
+ Production de l'exercice		906 227	1 005 517
Ventes de biens et services produits	4.7	979 385	1 047 280
Variation stocks de produits	(73 158)	(41 763)	(41 763)
= Consommation de l'exercice		(452 874)	(846 119)
Achats consommés de matières et fournitures	4.8	(512 992)	(693 869)
Autres charges externes	4.8	(139 882)	(152 250)
= Valeur ajoutée		308 194	421 719
+ Subventions d'exploitation		-	-
- Impôts et taxes		(7 167)	(9 153)
- Charges de personnel		(226 078)	(254 624)
= Excédent brut d'exploitation EBE ou Insuffisance brut d'exploitation		74 948	157 942
- Autres charges d'exploitation		(1 195)	(1 015)
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges		21 307	15 929
- Dotations d'exploitations		(68 807)	(79 908)
= Résultat d'exploitation		26 252	92 948
+/- Résultat financier	4.9	(39 443)	(37 911)
= Résultat courant		(13 191)	55 037
+/- Résultat non courant	4.10	5 949	(1 364)
- Impôt sur les résultats	4.11	(23 199)	(19 451)
- DEA des écarts d'acquisition	4.1.b	(29 139)	(29 139)
+ Quote part des mises en équivalence		10 040	55 172
= Résultat net de l'exercice		(49 541)	60 255
Part du Groupe		(76 551)	24 491
Intérêts minoritaires		27 010	35 764

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(EXPRIMÉ EN MILLIERS DE DIRHAMS MAROCAINS)

	2020	2019
Résultat net consolidé	(49 541)	60 255
- Variation des provisions pour risques et charges	713	354
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	10 633	10 874
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	52 031	54 281
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	29 139	29 139
- Variation des impôts différés	3 268	(1 853)
- Quote part des mises en équivalence	(10 040)	(55 172)
- Produit de cession des immobilisations	(15)	(167)
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	36 188	97 711
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	72 068	23 832
Flux net de Trésorerie généré par l'activité	108 256	121 543
Acquisition des immobilisations incorporelles	(3 278)	(15 212)
Variation des immobilisations financières	(821)	560
Acquisition des immobilisations corporelles	(29 806)	(29 177)
Prix de cession d'immobilisations	15	167
Variation des subventions	463	(1 909)
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(33 427)	(45 571)
Dividendes versés	(55 914)	(34 961)
Dividendes reçus	20 773	-
Emissions (remboursements) d'emprunts	33 128	(23 997)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de Financement	(2 012)	(58 958)
Variation de Trésorerie	72 817	17 014
Trésorerie d'ouverture	(338 410)	(355 424)
Trésorerie de clôture	(265 593)	(338 410)
	72 817	17 014

ETAT DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉES

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITÉS DE CONSOLIDATION, RÈGLES D'ÉVALUATION

1.1 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe UNIMER sont établis conformément aux normes nationales prescrites par la Méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité (CNC) dans son avis No 5 du 26 mai 2005.

1.2 MODALITÉS DE CONSOLIDATION

a) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées par le Groupe UNIMER sont les suivantes :

a.1 Intégration globale :

Pour toutes les filiales dans lesquelles UNIMER exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, l'intégration globale est la méthode pratiquée.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote ;
- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ;

Le groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé, au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à quarante pour cent des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;

- soit du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que UNIMER est actionnaire ou associé de l'entreprise concernée.

La méthode de l'intégration globale consiste à intégrer, après élimination des opérations et comptes réciproques, les comptes de la société consolidée en distinguant la part du groupe et les intérêts minoritaires.

a.2 Mise en équivalence

La méthode de la mise en équivalence est appliquée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction comprise entre 20% et 40% des droits de vote de cette filiale.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation.

La méthode de la mise en équivalence au sous-groupe RETAIL HOLDING.

b) Date de clôture

Pour les deux exercices présentés, toutes les entités faisant partie du périmètre de consolidation ont clôturé leurs comptes au 31 décembre.

c) Principaux retraitements

La consolidation est effectuée à partir des comptes individuels des entités comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Les principaux retraitements se déclinent comme suit :

c.1 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est égal à la différence à la date d'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans les actifs et passifs retraités de l'entité acquise.

L'écart d'acquisition fait l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de la société acquise et des objectifs fixés lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition du Groupe UNIMER sont amortis sur une durée de 10 ou 20 ans selon le cas.

c.2 Elimination des opérations intragroupe

Les opérations significatives entre les sociétés intégrées sont éliminées du bilan et du compte de produits et charges consolidés.

c.3 Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour ne pas altérer l'image fidèle des comptes consolidés, les provisions et les écritures passées pour la seule application de la législation fiscale sont éliminées. Il s'agit notamment de :

- la constatation ou la reprise d'amortissement dérogatoire lorsqu'une entreprise du périmètre de consolidation du Groupe applique un système d'amortissement dégressif prévu par la législation fiscale, tout en estimant nécessaire de conserver comptablement un mode d'amortissement linéaire ;
- la constatation ou la reprise de provisions réglementées ;
- la reprise de subventions d'investissement au compte de produits et charges.

c.4 Impôts

La charge d'impôt comprend l'impôt courant de l'exercice et l'impôt différé résultant des décalages temporaires entre les bases comptables des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Les impôts différés actifs résultant :

- des décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal,
- des retraitements de consolidation,
- des déficits fiscaux reportables,

sont constatés eu égard la situation fiscale de chaque entité, lorsqu'il est probable que des bénéfices futurs seront disponibles pour absorber ces impôts différés actifs.

c.5 Intérêts minoritaires

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les pertes d'une société consolidée est supérieure à leur part dans les capitaux propres, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures applicables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires, sauf si les associés minoritaires ont une obligation expresse de combler ces pertes.

Cependant, si ultérieurement l'entreprise consolidée devient bénéficiaire, la part du groupe est alors créditée de tous les profits réalisés jusqu'à absorption de la part des intérêts minoritaires imputés antérieurement.

c.6 Crédit-bail

Le Groupe a opté pour le traitement optionnel consistant à comptabiliser les immobilisations financées par crédit-bail au bilan en contrepartie d'une dette financière d'un montant équivalent en prenant en considération l'importance significative.

Par ailleurs, au niveau du compte de produits et charges, les immobilisations sont amorties selon leur durée d'utilité et les charges d'intérêt sur emprunt sont comptabilisées en fonction de la durée des contrats ; les redevances étant annulées.

c.7 Ecarts de conversion

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principales méthodes et règles d'évaluation sont les suivantes :

a) Immobilisations en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur est constituée essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et est amortie de manière linéaire sur une durée de 5 ans.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans (licences de logiciels) sauf pour les brevets et droits assimilés qui sont amortis sur dix ans. Les fonds commerciaux ne sont pas amortis.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles sont amorties sur la durée de vie estimée de chaque catégorie d'immobilisation.

Les principales durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

LIBELLÉ	MÉTHODE	DURÉE
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans

Les plus-values de cession intragroupe sont annulées en consolidation.

d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

e) Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au prix de revient sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation. Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré ou selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO).

Les frais financiers ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

f) Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les transactions exprimées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction.

Lors de l'arrêt des comptes, les soldes monétaires en devises sont convertis au taux de clôture par la contrepartie du compte de résultat.

g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat.

Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2020 est la suivante :

SOCIÉTÉS	POURCENTAGES D'INTÉRÊT	POURCENTAGES DE CONTRÔLE	MÉTHODES DE CONSOLIDATION
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
Groupe RETAIL	25,31%	25,31%	MEE
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DÉLIMAR	99,14%	99,14%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG
F PARTNERS	70,00%	70,00%	IG
SMCA	60,00%	60,00%	IG
UNIMER DAKHLA	100,00%	100,00%	IG
PELAGIC PIONNIERE	35,00%	50,00%	IG
SIRIUS PELAGIC	50,00%	50,00%	IG
OPTIFISH	60,00%	60,00%	IG
SNCP	73,45%	73,45%	IG
UNIMER PROTEINS	100,00%	100,00%	IG
UNIMER AFRICA	100,00%	100,00%	IG
UNIMER MAURITANIE	70,00%	70,00%	IG

IG : Intégration globale
MEE : Mise en équivalence

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019 est la suivante :

SOCIÉTÉS	POURCENTAGES D'INTÉRÊT	POURCENTAGES DE CONTRÔLE	MÉTHODES DE CONSOLIDATION
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
Groupe RETAIL	25,31%	25,31%	MEE
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DÉLIMAR	99,14%	99,14%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG
F PARTNERS	70,00%	70,00%	IG
SMCA	60,00%	60,00%	IG
UNIMER DAKHLA	100,00%	100,00%	IG
PELAGIC PIONNIERE	35,00%	50,00%	IG
SIRIUS PELAGIC	50,00%	50,00%	IG
OPTIFISH	60,00%	60,00%	IG
SNCP	73,45%	73,45%	IG
UNIMER PROTEINS	100,00%	100,00%	IG
UNIMER AFRICA	100,00%	100,00%	IG
UNIMER MAURITANIE	70,00%	70,00%	IG

IG : Intégration globale
MEE : Mise en équivalence

3. COMPARABILITE DES COMPTES

Les principes et méthodes de consolidation retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2020 sont les mêmes que ceux retenus pour l'exercice précédent.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 ACTIF IMMOBILISÉ

a) Immobilisations en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 s'analysent comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2019
Frais préliminaires	8 041	17 180
Charges à répartir sur plusieurs exercices	75 082	62 840
Brut	83 123	80 020
Frais préliminaires	3 911	10 495
Charges à répartir sur plusieurs exercices	49 138	33 204
Amortissements	53 049	43 699
Net	30 074	36 321

b) Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition aux 31 décembre 2020 et 31 décembre 2019 s'analysent comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2019	VARIATION	31 DÉC. 2020
Brut	563 785	-	563 785
Amortissements	(260 487)	(29 139)	(289 629)
Net	303 298	(29 139)	274 157

c) Immobilisations incorporelles

Le détail des immobilisations incorporelles par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2019
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	123 966	123 912
Fonds commercial	105 648	105 526
Brut	229 614	229 438
Frais préliminaires	11 082	9 850
Charges à répartir sur plusieurs exercices	719	669
Amortissements	11 801	10 519
Net	217 813	218 919

La variation des immobilisations incorporelles et en non valeurs s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020
Valeur nette au 31 déc. 2019	255 240
Acquisitions	3 278
Amortissements	(10 633)
Valeur nette au 31 déc. 2020	247 887

d) Immobilisations corporelles

Le détail des immobilisations corporelles par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2019
Terrains	88 017	77 894
Constructions	280 648	291 128
Installations techniques, matériel et outillage	615 468	604 721
Matériel de transport	14 248	14 253
Mobilier, matériel de bureau et AD	35 449	32 042
Autres immobilisations corporelles	9 394	9 356
Immobilisations corporelles en cours	14 488	3 532
Brut	1 057 710	1 032 926
Terrains	240	220
Constructions	155 356	139 581
Installations techniques, matériel et outillage	381 509	353 826
Matériel de transport	13 476	13 185
Mobilier, matériel de bureau et AD	26 397	23 793
Autres immobilisations corporelles	7 829	7 193
Immobilisations corporelles en cours	-	-
Amortissements	584 807	537 798
Net	472 903	495 128

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020
Valeur nette au 31 déc. 2019	495 128
Acquisitions	29 806
Amortissements	(52 031)
Valeur nette au 31 déc. 2020	472 903

e) Immobilisations financières

Le détail des immobilisations financières par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2019
Créances financières	3 174	3 711
Titres de participation	8 375	7 100
Autres titres immobilisés	307	224
Net	11 856	11 035

4.2 ACTIF CIRCULANT

a) Stocks et encours

Le détail des stocks et encours par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 DÉC. 2020	31 DÉC. 2019
Marchandises	20 050	32 609
Matières et fournitures consommables	154 172	137 907
Produits en cours	47 455	60 536
Produits intermédiaires et produits résiduels	36 265	83 950
Produits finis	29 761	42 290
Brut	287 703	357 292
Marchandises	298	32
Matières et fournitures consommables	3 767	7 053
Produits finis	-	735
Provisions	4 065	7 820
Net	283 638	349 472

a) Créances d'exploitation

Le détail des créances d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	2020	2019
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	18 248	22 072
Personnel	3 861	3 715
Etat	165 986	140 988
Comptes d'associés	3 735	256
Autres débiteurs	249 217	225 275
Comptes de régularisation actif	9 832	11 024
Brut	450 879	403 330
Provisions	32 016	51 949
Net	418 864	351 381

4.3 CAPITAUX PROPRES

a) Variation des capitaux propres consolidés part du groupe

Capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2018	1 364 996
Résultat part du groupe	24 491
Distribution de dividendes	(34 241)
Autres variations	(142 475)
Capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2019	1 212 771
Résultat part du groupe	(76 548)
Distribution de dividendes	(46 295)
Autres variations	144 639
Capitaux propres part du groupe au 31 décembre 2020	1 234 567

b) Variation des intérêts minoritaires

Capitaux propres minoritaires au 31 décembre 2018	219 978
Résultat part des minoritaires	35 764
Autres variations	(53 425)
Capitaux propres minoritaires au 31 décembre 2019	202 317
Résultat part des minoritaires	27 010
Autres variations	(18 726)
Capitaux propres minoritaires au 31 décembre 2020	210 601

4.4 DETTES DE FINANCEMENT

Le détail des dettes de financement par nature se présente comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Emprunt obligataire	-	-
Dettes de financement	426 438	393 310
Total	426 438	393 310

4.5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le détail des provisions pour risques et charges par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Autres provisions pour risques et charges	2 562	1 849
Total	2 562	1 849

4.6 AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

Le détail des autres dettes d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Clients créditeurs, avances et acomptes	9 938	17 919
Personnel	10 103	11 196
Organismes sociaux	7 105	7 151
Etat	27 227	22 700
Comptes d'associés	38 209	84 998
Autres créanciers	74 954	45 108
Comptes de régularisation passif	7 343	4 156
Total	174 879	193 228

4.7 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le détail du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Ventes de marchandises en l'état	73 365	308 409
Ventes de biens et services produits	979 385	1 047 280
Total	1 052 750	1 355 689

4.8 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Le détail des achats et autres charges externes s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Achats revendus de marchandises	18 524	46 088
Achats consommés de matières et fournitures	512 992	693 869
Autres charges externes	139 882	152 250
Total	671 398	892 207

4.9 CHARGES FINANCIÈRES NETTES

Le détail des charges financières nettes s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Produits des immobilisations financières	6	17
Gains de change	6 744	5 125
Intérêts et autres produits financiers	2 348	2 539
Reprises financières ; transferts de charges	277	351
Produits financiers	9 375	8 032
Charges d'intérêts	41 472	39 251
Pertes de change	6 854	6 416
Dotations financières	492	276
Charges financières	48 818	45 943
Charges financières nettes	(39 443)	(37 911)

4.10 RÉSULTAT NON COURANT

Le résultat non courant s'analyse comme suit :

(EN MILLIERS DE DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Produits des cessions d'immobilisations	15	167
Reprise subvention d'investissement	1 910	1 611
Autres produits non courants	9 537	2 140
Reprises non courantes ; transferts de charges	138	-
Produits non courants	11 600	3 918
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	411	-
Autres charges non courantes	5 110	5 282
Dotations non courantes	131	-
Charges non courantes	5 652	5 282
Résultat non courant	5 948	(1 364)

4.11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Impôt exigible	(20 723)	(21 154)
(Charges) / produits d'impôts différés	(2 476)	1 703
(Charges) / produits d'impôt consolidé	(23 199)	(19 451)

4.12 RÉSULTAT PAR ACTION

(en DH)	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Résultat net part du Groupe	(76 550 550)	24 491 000
Nombre d'actions	11 413 880	11 413 880
Résultat par action	(7)	2

4.13 ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Néant

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES Exercice du « 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 »

Aux Actionnaires de la Société UNIMER S.A.
Km 11. Rue L. Route de Zenata,
Sidi Bernoussi Q.I - 20 252 - Casablanca

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société UNIMER SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 536 565 642,52 dont un bénéfice net de l'exercice de MAD 23 996 038,33.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société UNIMER SA au 31/12/2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Dépréciation des titres de participation et des créances rattachées

1. Risque identifié

Les titres de participation et les créances rattachées enregistrent au bilan au 31 décembre 2020 des montants nets respectifs de 708 713 KMAD et 651 371 KMAD. Ils représentent, ainsi, les postes les plus significatifs de l'Actif de la Société.

A la date d'entrée, les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les créances rattachées aux participations sont, pour leur part, comptabilisées à leur valeur nominale.

Lors de chaque clôture, la Société procède à l'évaluation de la valeur actuelle de ces titres tenant compte de la situation financière des participations, de leurs rentabilités à la clôture, des effets de complémentarité technique, commerciale ou économique susceptibles de résulter de la participation et de leurs perspectives d'avenir.

Les provisions pour dépréciation de ces titres et ces créances sont déterminées en tenant compte de la performance financière des filiales, des perspectives de leurs évolutions ou de leurs valeurs probables de cession. L'estimation de l'utilité des participations requiert, ainsi, une appréciation plus ou moins subjective du management dans son choix des critères à considérer selon la nature de l'activité et le contexte de chaque participation.

Dans ce contexte, nous avons estimé que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées constitue un point clés d'audit, en raison du poids de ces actifs dans le bilan et de l'importance des jugements de la direction à cet égard.

2 Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs actuelles des titres de participation, nos travaux ont consisté principalement à vérifier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que les valeurs déterminées par la direction sont fondées sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés.

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à :

- Vérifier que les quotes-parts des capitaux propres retenus concordent avec les comptes arrêtés des filiales ;

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels, nos diligences ont consisté à :

- Obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des filiales concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique au moment de l'établissement des comptes ;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier le caractère raisonnable des prévisions antérieurement fixées.

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous n'avons pas d'observations à formuler au terme de ces vérifications.

Casablanca, le 22 avril 2021

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HORWATH MAROC AUDIT

HORWATH MAROC AUDIT
Expert - Comptable
11, Rue Al Andalous - Casablanca
Tél : 05 37 77 46 70 / 71
Fax : 05 37 77 46 76

Adib BENBRAHIM
Associé

CABINET M.Y. SEBTI

M. Y. SEBTI
Expert - Comptable
4, Allée des Roseaux - Casablanca
Tél : 05 37 77 46 70 / 71
Fax : 05 37 77 46 76

Mohamed Youssef SEBTI
Associé



90, Avenue Mehdi Ben Barka,
Hay Riad - Rabat



4, Allée des Roseaux
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS UNIMER SA (Groupe UNIMER) Exercice du « 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 »

Aux Actionnaires de la Société UNIMER S.A.

Km 11, Rue L. Route de Zenata,
Sidi Bernoussi Q.1 - 20 252 - Casablanca

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société UNIMER S.A. et de ses filiales (Groupe UNIMER), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de produits et charges consolidés, l'état des soldes de gestion et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de **KMAD 1 445 167** dont une perte nette consolidée de **KMAD 49 540**.

Ces états ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 22 avril 2021

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HORWATH MAROC AUDIT

HORWATH MAROC AUDIT
Expert - Comptable
11, Rue Al Andalous - Casablanca
Tél : 05 37 77 46 70 / 71
Fax : 05 37 77 46 76

Adib BENBRAHIM
Associé

CABINET M.Y. SEBTI

M. Y. SEBTI
Expert - Comptable
4, Allée des Roseaux - Casablanca
Tél : 05 37 77 46 70 / 71
Fax : 05 37 77 46 76

Mohamed Youssef SEBTI
Associé



Contact : finances@unimergroup.com

Société Anonyme Au capital de 114 138 800 Dirhams

Siège Social : Km 11, Rue L Route Des Zenâtas Ain6Sebâa Casablanca - R.C. n°33.373